

# HAÏTI

## ***Atteintes à la liberté d'expression : les droits de l'homme piétinés***

**AMNESTY INTERNATIONAL**  
*DOCUMENT EXTERNE*  
Index AI : AMR 36/25/93  
ÉFAI 93 RN 215

Londres, octobre 1993

Depuis qu'un coup d'Etat militaire a déposé le président Jean-Bertrand Aristide en septembre 1991, Amnesty international a été informée de nombreux cas de violations des droits de l'homme en Haïti, notamment de "disparitions", d'exécutions extrajudiciaires, de torture, de mauvais traitements et d'arrestations arbitraires. Ces dernières semaines ces abus se sont faits sensiblement plus fréquents en particulier à Port-au-Prince, capitale d'Haïti. En seraient responsables des militaires et des policiers, mais aussi ceux que l'on appelle des "attachés", c'est-à-dire des auxiliaires civils armés des forces de sécurité. Certaines sources d'information haïtiennes émettent l'hypothèse que la multiplication des cas d'atteintes aux droits de l'homme, dont un bon nombre vise des sympathisants du président Aristide, reflète le malaise ressenti par les forces de sécurité à la suite de l'accord signé le 3 juillet 1993 par le commandant en chef des forces armées, le général Raoul Cédras et le président Aristide en prévision du retour au pouvoir de celui-ci le 30 octobre 1993. Selon certaines informations au moins 100 personnes ont été tuées depuis que l'accord a été signé. La récente vague de violence s'est aggravée le 8 septembre : le retour du président Aristide, sur lequel un accord s'était fait, devenait plus imminent et ceux qui s'y opposaient voulaient l'empêcher ou le rendre précaire. Après une cérémonie organisée pour la réintégration dans ses fonctions du maire de Port-au-Prince, Paul Evans, se sont produits des faits particulièrement inquiétants, lors desquels au moins cinq personnes ont trouvé la mort et une trentaine ont été blessées. Parmi les victimes de la répression on compte des journalistes qui tentaient de faire publier des cas de violation des droits de l'homme ou d'autres qui tentaient d'exercer leur droit à la liberté d'expression, en placardant des affiches, en vendant des journaux ou en distribuant des tracts en faveur du président Aristide. Les victimes ont été menacées, harcelées, arrêtées, frappées et dans certains cas, tuées. Les dernières informations concernant des abus commis à l'encontre de journalistes et de ceux qui exercent leur droit à la liberté d'expression signalent notamment les cas de :

**John Smith Dominique Prien**, employé à **Radio plus**, station privée de Port- au-Prince, il a été victime d'une agression dans la nuit du 10 août. D'après certaines informations, entre dix et quinze soldats de Carrefour, dans la banlieue de Port-au-Prince sont venus à son domicile et ont tiré des coups de feu dans la cour de sa maison, donné des coups de crosse de fusil dans les portes et jeté des pierres sur le toit. John Smith Dominique, qui avait déjà été victime de menaces émanant de l'armée, a pu s'enfuir en sautant par-dessus un mur derrière son domicile. Radio Plus avait récemment fait état d'un accroissement de la répression à Port-au-Prince.

**Germèus Deshommes**, militant d'un mouvement paysan à Ravine Desroches dans le département du Nord, a été arrêté, le 22 août, à Limbé. On l'accusait d'avoir collé des affiches représentant le président Aristide. Il aurait été roué de coups par le "chef de section" de la police locale et par plusieurs autres policiers qui l'ont abandonné, mort, dans la rue.

Dans ce même département du Nord, 13 personnes, ont été arrêtées alors qu'elles collaient des affiches en faveur du président Aristide à Pont l'Estère. Elles auraient été emmenées au poste de police et passées à

tabac avant d'être libérées.

**Jocelyne Nicolas.** Elle a été arrêtée par la police à son domicile de Saint Martin, Port au Prince, le 31 août 1993. Elle était accusée d'avoir distribué des affiches représentant le président Aristide. Elle a été remise en liberté 24 heures plus tard. Selon certaines sources, elle portait des blessures à la tête, avait été violée et forcée de se rouler dans des immondices.

**Bérénice Charles** aurait été ramassé, le 7 septembre 1993, à Pont Sondé, département d'Artibonite par trois hommes qui l'ont accusé de participer à une campagne d'affichage en faveur du président Aristide. Il semble qu'il ait été emmené dans une Jeep Toyota blanche jusqu'à un cimetière où il a été roué de coups avant d'être remis en liberté quelques heures plus tard.

Le même jour, **Patricia Benoît**, une journaliste américaine travaillant pour l'agence de presse **Global Vision** aurait été bousculée par des "attachés" qui ont confisqué sa caméra alors qu'elle filmait devant l'Hôtel de ville de Port-au-prince (l'immeuble était occupé depuis plusieurs jours par quelque 200 "attachés" qui menaçaient, semble-t-il, de tuer le maire Evans Paul s'il tentait de reprendre ses fonctions). Selon certains témoins, ses agresseurs lui auraient dit que, si elle avait été haïtienne, ils l'auraient tuée.

Le 8 septembre, **Bayard Edrice**, un proche collaborateur d'Evans Paul ainsi que quatre autres personnes au moins ont été tués, apparemment par des "attachés", après une cérémonie organisée à l'Hôtel de Ville pour la réintégration d'Evans Paul dans ses fonctions de maire. Une trentaine de personnes au moins ont également été blessées. La veille, un groupe se désignant sous le nom de Béton chaud avait annoncé sur les ondes de Radio métropole que le premier ministre Robert Malval et le maire Evans Paul seraient tués l'un et l'autre s'ils venaient à l' Hôtel de Ville pour la cérémonie. Malgré cette annonce, la police semble n'avoir rien fait pour empêcher les actes de violence. De nombreux journalistes qui se trouvaient devant l'hôtel de ville pendant la cérémonie et assistaient aux scènes de violence auraient été attaqués par des "attachés". Le directeur du journal **Le Rouleau**, **Monsieur Winghell**, a été brutalement sorti de la voiture et sauvagement frappé. **Emmanuel Laurent**, journaliste à la station de radio privée **Tropic FM** aurait été frappé dans le dos et au bras alors qu'il tentait de s'interposer entre quelques journalistes étrangers et certains "attachés" qui les insultaient. Il aurait été ensuite conduit à l'hôpital de la Croix Rouge pour y être soigné.

D'autre part, des employés de la station de radio **Tropic FM** signalent qu'ils reçoivent chaque jour des appels téléphoniques dans lesquels on les menace. Un jour, le personnel tout entier a fait l'objet de menaces émanant d'une nouvelle formation politique, qui se donnait le nom de *Front Révolutionnaire pour l'Avancement et le progrès* (FRAP).

Le 11 septembre 1993, Antoine Izméry, un éminent sympathisant du président Aristide a été brutalement sorti de l'église du Sacré Cœur de Turgeau à Port-au-Prince et abattu dans la rue par des tueurs qui, à en croire certaines sources, étaient des policiers en civil opposés au retour au pouvoir du président Aristide et qui se trouvaient là sous le prétexte de « *veiller à la sécurité pendant l'office* ». Des témoins ont déclaré que des policiers étaient passés devant l'église quelques minutes avant et après l'agression et n'ont même pas tenté d'intervenir. Des partisans du président Aristide auraient également été roués de coups par des hommes armés, devant l'église. Juste avant d'être tué, Antoine Izmery assistait à une messe pour célébrer le cinquième anniversaire d'une agression contre le père Jean Bertrand Aristide, le 11 septembre 1988, alors qu'il célébrait la messe à l'église Saint Jean Bosco à la Saline, bidonville situé aux alentours de Port-au-Prince. Au moins cinq personnes ont été tuées lors de l'attaque et environ 70 blessées. Antoine Izméry était co-président du **Komite Mete Men Pou Verité Blayi (KOMEVEB - Comité pour révéler la vérité)**, qui avait lancé une campagne d'affichage de photos d'Aristide dans tout le pays et avait, semble-t-il, l'intention de tester la volonté de l'armée de permettre le retour d'Aristide au pouvoir. Trois membres de l'organisation, dont le Père **Yvon Massac**, avaient été arrêtés le 17 août 1993 et détenus pendant trois jours alors qu'ils essayaient de coller des affiches du président Aristide à Pétionville. Le matin où Antoine Izméry a été tué, un individu est entré dans l'église où se tenait la messe commémorative, et a menacé les prêtres Antoine Adrien, William Smarth leur disait qu'un bain de sang marquerait cette journée et qu'ils en étaient responsables.

Plusieurs journalistes, dont le journaliste **Daniel Morel** de l'**Associated Press**, qui se trouvaient à l'Eglise du Sacré Coeur de St Fargeau lorsque le meurtre d'Antoine Izmery a eu lieu, auraient été molestés par des "attachés". **Wilson Suren** du "**Haïtian News Service**" a été détenu pendant environ trois heures puis libéré.

Un photographe local travaillant pour l'hebdomadaire **Haïti en marche**, **Hans Bazard**, avait été attaqué par plusieurs "attachés" qui lui ont confisqué son appareil, son sac et sa carte de presse et l'ont chassé du quartier en le menaçant et en lui disant que ce n'était pas la dernière fois qu'il aurait de leurs nouvelles. Le lendemain lundi 13 septembre, un "attaché" en armes se serait présenté dans les bureaux du journal.

Peu après le meurtre d'Antoine Izmary, des employés de **Radio-Caraïbes** ont reçu des menaces par téléphone : «*après Izméry, ce sera votre tour*», disait la voix. La veille, le 10 septembre 1993, une vingtaine d'"attachés" armés de fusils et de grenades seraient entrés dans les locaux de Radio-Caraïbes et auraient menacé les personnes présentes en les accusant d'avoir fait une grave erreur lorsqu'ils avaient donné les noms des "attachés" présents à l'hôtel de ville le 8 septembre. Le directeur de Radio Caraïbes, **Patrick Moussigac**, a dû quitter le pays.

Le 14 septembre 1993, **Mathieu Brunel** a été arrêté à Gonaïves, département d'Artibonite, et emmené à la caserne de la ville. Il était accusé d'avoir distribué des tracts en faveur du président Aristide. On ne sait rien d'autre de lui pour le moment.

Le 17 septembre 1993 on a retrouvé le corps de **Renald Jean-François** à Cité Soleil, un bidonville de Port-au-Prince. Il avait, semble-t-il, participé à une campagne d'affichages en faveur du président Aristide le 13 septembre. Il a été frappé à coups de matraque et de crosses de fusil par plusieurs "attachés" avant d'être abattu dans la rue.